M'SILA

Bras de fer à l'hôpital Zehraoui

A peine 11 mois après son installation à la tête de l'hôpital Zehraoui de M'sila, le directeur de cet établissement hospitalier fait déjà l'objet d'une requête de plusieurs pages déposée sur le bureau des différentes autorités de la wilaya, relatant la situation chaotique de cet hôpital du chef-lieu.

Dans cette missive, signée par plusieurs syndicats représentants du corps médical et paramédical, il est déploré le mauvais comportement de ce directeur accusé de gestion anarchique qui consiste à rompre toute relation avec les différents conseils médicaux agissant unilatéralement sans demander l'avis du conseil médical de l'établissement allant jusqu'à mettre un terme aux fonctions de son président sans la moindre erreur professionnelle selon ce rapport ainsi que la fermeture du service d'oncologie qui demeure non opérationnel malgré l'insistance des responsables du secteur et de la wilaya.

Cette lettre pointe du doigt ce directeur qui a refusé d'acheter «Interféron» médicament prescrit aux malades atteints d'une hépatite B et C. La réclamation signale le manque de bureau d'accueil et d'orientation et l'absence du côté hygiène et sécurité de l'établissement,d'ailleurs cette cellule ne s'est pas réunie depuis l'arrivée de ce responsable à son poste. Concernant l'organisation à l'intérieur de cette structure, aucun effort n'a été fourni pour aménager un parking à l'intérieur, comme le stipule la 10e instruction du ministère en vue d'assurer une fluidité de la circulation au sein des établissements.

Ainsi, l'accusant de favoriser le parking sauvage payant, en installant des obstacles en dur pour interdire tout accès à l'intérieur, surtout devant le portail des urgences, provoquant parfois des embouteillages à l'entrée de cette structure. On mentionne même la détention des clés des portails par des gens n'ayant aucune relation avec l'hôpital.

Ce directeur de l'hôpital Zehraoui de M'sila est aussi accusé de chambouler le bon déroulement du travail dans les différents services par le mauvais choix du personnel non qualifié ne pouvant postuler à des postes supérieurs et de responsabilité, tout en procédant à des transferts et des mutations à travers les services sans même se référer à la règlementation et la législation interne.

Selon ce rapport, touchant à des postes et des grades obtenus après une bonne expérience professionnelle pour les remplacer par des personnes n'ayant aucun droit selon la règlementation, tel est le cas des médecins coordonnateurs ayant suivi une formation de deux ans dans différentes spécialités et titulaires d'un certificat d'études spécialisées (CES), tout en évoquant le médecin généraliste le Dr Amrouche, ayant un CES en hémodialyse et qui a exercé cette tâche depuis plus de 17 ans,pour le remplacer par un généraliste sans aucune formation.

Le transfert de ce médecin n'est qu'un prétexte, selon le rapport, pour l'éloigner de ce service qui est en relation étroite avec le transport des cas souffrant d'insuffisance rénale. Comme il a procédé à muter le chef de service des urgences, le surveillant coordonnateur «Djeblahi Nour Eddine, un infirmier de la santé publique, muté à la pédiatrie et remplacé par un infirmier breveté qui n'ouvre aucun droit selon la missive au poste spécifique,pousser la directrice des ressources humaines à démissionner de ce poste avant d'être remplacée par un autre cadre universitaire,qui a démissionné à son tour sans tarder devant l'implication d'un président d'une association caritative El Ihssen dans la gestion des affaires de l'hôpital,donnant des directives et recommandations écrites au personnel de l'administration. Les contestataires déplorent la situation de ce black-out vécu par les différentes commissions paralysant le travail des commissions de médicaments, de l'hygiène et de la sécurité, des urgences sans omettre d'évoquer la réparation des ambulances de l'hôpital d'une manière douteuse.

Toutes ces accusations sont la goutte qui fait déborder le vase et suscitent le courroux des syndicalistes parmi les médecins et infirmiers, malgré l'intervention du directeur de la santé publique (DSP) de la wilaya de M'sila qui a agi sur ordre du wali voulant régler ce problème banal, à l'amiable, apprend-on de la même source, suite à plusieurs rencontres de réconciliation sous la houlette du DSP, qui l'a saisi par le biais d'une correspondance paraphée (par le DSP), le sommant de remettre tout en ordre et arranger ce qui a été fait à l'encontre des plaignants, malheureusement le problème reste en suspens.

Le plus frappant dans cette affaire, selon le DSP de M'sila, c'est l'intervention de quelques énergumènes étrangers au secteur de la santé voulant imposer leur loi, qui ont procédé à cadenasser le siège de la direction de la santé et sommer les employés à quitter les lieux, voulant dicter par cet acte de vandalisme au DSP de retirer sa lettre et appuyer les décisions du directeur de l'hôpital contre ces médecins et infirmiers,de tels dépassements manipulés selon le DSP par des mains discrètes sans pointer du doigt qui que ce soit.

Ces agissements ont suscité les responsables de faire appel à une commission d'enquête et une plainte a été déposée contre quelques individus pour avoir envahi une structure d'Etat et paralyser son activité normale, apprend-on de ce responsable.

M. Attoui N. directeur de l'EPH de M'sila, contacté pour éclaircir ces problèmes qui se répercutent sans doute sur le malade et le citoyen,a déclaré qu'il n'a agi que dans le but de redresser la situation devenue insupportable pour le bien de l'hôpital et son personnel, voulant réorganiser et arrêter cette anarchie qui a tant sévi dans cet EPH ; tout en déclarant qu'il a voulu répondre à la lettre du DSP en établissant des décisions en faveur des éléments déplacés parmi les médecins et des infirmiers conformément aux directives du directeur de la wilaya, mais de crainte de subir le même sort que sa tutelle la DSP, le directeur de l'EPH Zehraoui a tout suspendu. Ce responsable a en outre voulu expliqué que la réglementation ne peut payer deux médecins désignés chef d'unité de base,dans le même service et le laisser bénéficier d'une bonification de 8 000 DA de plus,c'est pour cela que le directeur a muté le médecin chargé de l'hémodialyse d'abord suite à une démission déposée par l'intéressé de ce service et ensuite c'est la commission paritaire qui a procédé à des élections pour combler ce vide; pour le surveillant des urgences, le directeur de l'hôpital a déclaré : «Je ne peux laisser un syndicaliste dans ce service des urgences,car ce service c'est la vitrine de l'hôpital et il ne peut accomplir sa tâche convenablement puisqu'il sera dans l'obligation de fermer l'œil en signe de complaisance, devant les absences et les retards des infirmiers pour les avoir de son côté en contrepartie et adhérer à son syndicat, alors il a été muté à la pédiatrie tout en gardant ses avantages.» A cet effet le directeur s'est montré décisif à propos des détachements des représentants du syndicat qui doivent présenter la liste des adhérents et l'ordre de détachement à chaque fin de trimestre «je suis ici pour appliquer la loi à la lettre», a-t-il conclu ; insinuant que ces détachés doivent être l'exemple dans le travail et accomplir leur mission sérieusement. Pour le service d'oncologie, M. N. Attoui a dit que le service est fin prêt pour recevoir les malades en attendant l'arrivée de médecins spécialistes. D'ailleurs l'hôpital envoie chaque mois un médecin généraliste suivre un stage de 10 jours en oncologie dans la ville de Sétif pour pouvoir tenir en main ce service.

A. Laïdi

BOUIRA

Des camionneurs en colère bloquent une carrière à M'chédallah

Des dizaines de camionneurs travaillant pour le compte de l'entreprisse chinoise CITIC/CRCC, chargée de la réalisation de la bretelle Béjaïa-Ahnif, et qui transportent quotidiennement des quantités importantes de tuf depuis une carrière sise à Assif Assemadh, dans la commune de M'chédallah vers Béni-Mansour, sur une distance de près de 17 kilomètres, ont décidé hier de débrayer en protestant contre les prix de ce trajet.

D'après les représentants de ces camionneurs qui se sont déplacés à notre bureau, les travaux qui ont été entamés depuis une semaine et assurés par une quarantaine de camionneurs privés sont sous-estimés puisque les sous-traitants pour qui ils travaillent leur offrent un prix fixe de 1 700 DA pour une rotation, alors que ce trajet de 17 kilomètres qui compte pas moins de 32 dos-d'âne, est coté beaucoup plus chez le privé. D'après ces représentants qui rappellent que les camionneurs ont décidé d'arrêter le transport de tuf à partir d'hier samedi, ils ont rencontré dans la matinée un responsable de l'entreprise chinoise à qui ils ont transmis leurs doléances en demandant le prix de 3 600 dinars pour ce trajet, mais cette proposition a essuyé un niet catégorique de la part du responsable chinois. Ce dernier leur aurait indiqué que les prix sont fixes et qu'ils n'ont qu'à quitter l'entreprise s'ils estiment qu'ils ne sont pas bien payés. Chose que ces camionneurs ont refusé en rappelant que cette situation est due à la prolifération des aides pour l'octroi de camions de différents tonnages dans le cadre des dispositifs Ansej et Cnac, dont ils sont eux -mêmes bénéficiaires.

Aussi, et c'est parce qu'ils font eux-mêmes partie de cette catégorie de jeunes chômeurs qui avaient bénéficié d'aides de la part de l'Etat pour l'acquisition de camions, ils s'estiment comme piégés par ces dispositifs surtout que les responsables à l'échelle nationale, y compris le Premier ministre, ne cessent de parler de mesures d'accompagnement à l'endroit de ces jeunes bénéficiaires de crédits Ansej et Cnac pour rentabiliser leurs matériels.

Pour toutes ces raisons, et tout en décidant de ne pas céder ni de partir comme ça afin que les sous-traitants recrutent d'autres camionneurs qu'ils vont encore exploiter pour un temps, ces camionneurs, qui affirment qu'au rythme où vont les choses, non seulement ils n'arriveront pas à rembourser les échéances du crédit d'acquisition de leurs camions, ni même à subvenir aux besoins de leurs propres familles, interpellent les pouvoirs publics pour les aider et aider tous ces jeunes qui ont bénéficié de crédits Ansej et Cnac afin que l'accompagnement dont ils parlent ne soit pas un vain mot.

Y. Y.

BLIDA

15 blessés dans 5 accidents de la circulation

Cinq accidents de la circulation ont été enregistrés hier sur l'axe routier entre la commune de Chiffa à 7 kilomètres à l'ouest de Blida et la RN1 reliant cette commune à Médéa. Ces accidents ont fait 15 blessés dont deux jugés dans un état grave et causé de considérables dégâts à 22 véhicules, ce qui a nécessité l'intervention des usagers de la route pour évacuer les blessés vers les hôpitaux.

Ces cinq accidents sont survenus en l'espace de deux heures, ce qui a provoqué de longs embouteillages sur cet axe routier. Il faut dire que les ambulances ont eu du mal à se frayer un chemin pour arriver sur les lieux des accidents en raison de l'anarchie causée par des chauffards et certains badauds qui garent leurs voitures en pleine route pour aller voir ce qui se passe.

M. B.

EL-AMRA (AÏN DEFLA)

Deux bandes rivales s'affrontent à l'arme blanche : 1 mort et trois blessés

Le drame a eu lieu vendredi soir entre 21h et 22 h, alors que toute la ville était plongée dans le noir depuis le début de la soirée, l'interruption du courant électrique ayant été attribuée aux intempéries et aux vents violents qui ont soufflé sur la région.

Selon des sources locales crédibles, un groupe de personnes se trouvait assis dans une ruelle non loin de la daïra, quand un autre groupe a fait irruption et créé un conflit verbal qui a tout de suite tourné à la bataille rangée entre les deux clans.

Le bilan est lourd : 4 des belligérants qui ont reçu des coups d'épée et de sabre et grièvement blessés ont dû être évacués à bord de l'ambulance de la polyclinique de la ville vers les UMC de l'hôpital Makour-Hamou de Aïn Defla. Malheureusement, un des blessés, le jeune R. Khaled, âgé de 31 ans, grièvement atteint, a rendu son dernier souffle à son arrivée tandis que les trois autres ont été pris en charge en soins intensifs. A El-Amra, nombreux sont les habitants qui se plaignent depuis des années de l'absence d'un service de police, la sécurité publique jugée par les habitants comme étant insuffisante puisqu'elle n'est assurée seulement que par la brigade de la gendarmerie qui couvre déjà les communes d'El-Amra et de Mekhatria. Selon d'autres sources, la Sûreté de daïra d'El-Amra va être mise en service très prochainement, le siège est déjà réalisé et fin prêt.

Karim O.

La presse en deuil

Dans la nuit de mercredi à jeudi, Kridaoui Abdelkader, qui signait ses papiers Abdou K., s'est éteint à l'âge de 64 ans. Il fut l'un de ceux qui, dès le début des années 90, ont représenté la presse nationale au niveau local, et ce, tout au long de la décennie noire et bravé tous les dangers que comportait la mission d'informer.

Il a collaboré avec de nombreux organes de la presse écrite, notamment *Alger Républicain, El Watan, Liberté, Le Siècle, Mon Journal*, et en dernier *la Cité*. Terrassé par la maladie, il a rendu l'âme et rejoint l'Eternel à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida. Il a été inhumé jeudi après la prière d'El Asser au cimetière de Sidi Yahia à Aïn Defla où une foule nombreuse de proches, de confrères des wilayas de Aïn Defla et de Chlef et d'amis, l'a accompagné à sa dernière demeure.

En cette douloureuse circonstance, nous présentons à la famille du défunt nos condoléances les plus attristées et prions pour que le Tout-Puissant lui accorde son infinie miséricorde.

Mokhtar N.